

Le fidèle et dévoué serviteur de Sa Majesté Le Roi a l'insigne honneur de porter à la Très Haute Attention Royale que le *Chargé d'Affaires a.i.* près l'Ambassade de France à Rabat a été reçu, à sa demande, au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, aux fins d'une démarche officielle sur instruction du Quai d'Orsay.

Le propos de cette démarche était, d'une part, de communiquer la position de la France concernant les développements que connaît l'Égypte et, d'autre part, de partager ses idées concernant de possible voies de sortie de crise.

Sur le premier point, la France se dit hautement préoccupée par la situation en Égypte, et craint une « *spirale de violence* » qui conduirait à un « *scénario à la syrienne* ». Autant que les préoccupations d'ordre interne à l'Égypte, Paris s'inquiète des conséquences régionales que pourrait avoir un « *débordement de la situation* », notamment envers Israël.

Ces préoccupations régionales semblent partagées par les grandes puissances. Individuellement et au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, ces grandes puissances – et en particulier les États-Unis et la Russie – convergent sur des positions qualifiée (par mon interlocuteur) de « *très durs* » à l'égard de l'action du Gouvernement intérimaire en Égypte. Le diplomate français m'a confié que son pays a été approché par l'Égypte, pour qui les démarches russes et américaines au Conseil de Sécurité constituent des « *gestes inamicaux* ».

Mais, tout en concédant volontiers que « *l'heure est à la fermeté* » à l'égard des Autorités du Caire, la France considère, tout à la fois, « *l'escalade des pressions à l'extérieur et la montée des violences à l'intérieur* », comme autant de sources de danger. En particulier, le Quai d'Orsay se dit opposé à des sanctions qui, selon lui, seraient contreproductives dans le cas présent.

A titre alternatif, il défend la voie d'une médiation – dont les contours ne semblent pas encore définis avec précision, mais dont l'objectif serait d'attirer les partis à négocier un compromis articulé autour de la libération du Président destitué Mohamed MORSI d'une part, et de l'organisation d'élections libres d'autre part. A cet égard, le souhait de M. Laurent FABIUS est de favoriser une désescalade des violences, et de pousser les autorités égyptiennes à concéder des « *gestes concrets* » d'apaisement qui aillent au-delà des déclarations.

Dans cet esprit, Paris est d'avis que l'attitude de fermeté affichée face aux gouvernants de l'Égypte gagnerait à être calibrée pour servir un objectif de « *pression productive* ». Défendant qu'il est « *dans l'intérêt du gouvernement égyptien d'avoir une communauté internationale qui appelle à l'arrêt de l'escalade de violence* », la France souhaite que le Conseil de Sécurité parvienne à une position forte et commune sur la situation en Égypte.

Dans l'approche française, une telle « *expression internationale* » serait, en soi, un début de sortie de crise, en ce sens qu'elle permettrait de « *colmater les brèches* » apparues dans la volonté de la Communauté internationale, permettant, ainsi, le ré-enclenchement d'une médiation internationale qui prendrait le relais des tentatives de l'Union européenne et des Etats-Unis.

Sans décliner de "Plan" précis, le diplomate français a soulevé, avec insistance, l'idée de la mise en place d'une médiation à l'initiative de 2 ou 3 pays importants, suggérant – sans toutefois préciser si c'est là une proposition de ses Autorités – que le Maroc pourrait avoir un rôle à jouer en tant que « *voie médiane* », étant l'un des premiers pays arabes à avoir réagi à la situation en Egypte.

Par ailleurs, les éléments d'information recueillis par le Quai d'Orsay auprès du Ministre Egyptien des Affaires étrangères, M. Nabil FAHMY, concernant la position des Autorités du Caire, convergent avec ceux que j'ai recueillis auprès de l'Ambassadeur d'Egypte à Rabat, à savoir que « *la situation étaient complexe, que la responsabilité incomrait aux frères musulmans, qui souhaitent une escalade de la violence, que le rétablissement de la paix dépendait de la situation sécuritaire et que la balle était dans le camp des frères musulmans* ».

Néanmoins, l'analyse du Quai d'Orsay tend à considérer que « *la réussite de la transition démocratique n'est pas possible sans les frères musulmans [...] qu'il faut intégrer dans le jeu politique pour pouvoir les neutraliser* ». En cela, la conviction de Paris semble être que « *les événements qu'a connu le monde arabe en 2011 ont un caractère irréversible, qui rend impossible tout retour en arrière* ». En l'occurrence, toute remise en place du système égyptien tel qu'il existait avant 2011, serait inenvisageable.

Enfin, le diplomate français n'a pas manqué de revenir sur le Sommet France-Afrique, prévu les 6 et 7 décembre 2013, et devrait s'articuler autour de trois thématiques principales, à savoir : la sécurité et la paix en Afrique ; l'économie et le développement ; et la question climatique. Le message relayé par mon interlocuteur est que la France accorde une grande importance à la présence personnelle de Sa Majesté Le Roi à ce Sommet.